



Montreuil, le mardi 6 février 2024

Déclaration fédérale

Halte au massacre, à l'exode des Gazaouis et à la colonisation de la Cisjordanie ! Cessez-le feu immédiat !

Depuis le 7 octobre 2023 et l'attaque du Hamas contre Israël, ce sont plus de 100 000 gazaouis, majoritairement femmes et enfants qui ont été tués, blessés ou ont disparu. Ce sont eux les victimes de la guerre de représailles lancée par Tel-Aviv avec pour prétexte l'éradication du Hamas. La population gazaouie, en plus d'être victime d'intenses frappes israéliennes qui ont détruit selon les estimations près de 60% des habitations et la plupart des infrastructures, affronte également le manque d'eau, de nourriture, d'électricité sans pouvoir compter sur l'aide humanitaire bloquée à la frontière égyptienne.

Le 29 décembre 2023, l'Afrique du Sud a porté plainte contre Israël pour « génocide » à Gaza auprès de la Cour internationale de Justice (CIJ), plainte assortie d'une demande de « mesures conservatoires », mesures d'urgence visant à « ordonner à Israël de cesser de tuer et de causer de graves atteintes mentales et physiques au peuple palestinien à Gaza, de cesser de lui imposer délibérément des conditions de vie destinées à entraîner sa destruction physique en tant que groupe, et de permettre l'accès à l'aide humanitaire ».

La décision de la Cour internationale de justice (CIJ), plutôt de principe, restera probablement peu suivie d'effets. En effet, le 26 janvier, la CIJ appelle Israël à empêcher tout éventuel acte de « génocide » mais sur le fond, aucune décision n'est prise puisqu'elle n'a pas, pour le moment, qualifié les faits de génocide.

Selon l'ONU, 1,9 million de personnes ont été déplacées. La ville de Rafah, où se sont réfugiés plus d'un million de Palestiniens menacés par la guerre à Gaza, subit depuis ce week-end les bombardements israéliens. Le piège se referme sur les gazaouis que l'on incite à partir alors même que les pays limitrophes, aux prises avec leurs propres difficultés, rechignent à ouvrir leurs frontières... ce que les Palestiniens rejettent.

La colonisation des territoires palestiniens longtemps critiquée à l'aune de la théorie de la coexistence de deux États est de nouveau poussée sans complexe sur le devant de la scène par les politiques les plus à droite en Israël sans réelle opposition en face. Pire, les USA et les pays occidentaux ont donné un blanc-seing au gouvernement Netanyahu dans cette opération de destruction massive et les pays autour ne protestent que mollement, trop préoccupés par leurs problématiques internes pour ne pas voir d'un mauvais œil un nouvel embrasement de la région au motif de la cause palestinienne.

Il faut agir, en manifestant, en refusant le storytelling abondamment matraqué dans les médias et en boycottant toutes les entreprises dont l'activité soutient la colonisation en Cisjordanie et la destruction massive de Gaza.

<https://www.bdsfrance.org/>

Fédération des Sociétés d'Etudes